



Cellule d'analyse européenne

ASSEMBLÉE NATIONALE – PARIS
RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE SUR LE PARQUET EUROPÉEN ET LA
PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL
17 SEPTEMBRE 2014
RAPPORT

La réunion interparlementaire s'est tenue dans les locaux de l'Assemblée nationale française à l'invitation de la commission des Affaires européennes.

Des membres de 21 Chambres de 17 parlements nationaux ont débattu des réglementations proposées par la Commission européenne concernant, d'une part, le Parquet européen¹ et, d'autre part, la protection des données à caractère personnel².

Ont participé à cette réunion au nom de la Chambre: Mme Marie-Christine Marghem, présidente de la commission de la Justice, et M. Veli Yüksel, membre du Comité d'avis chargé des Questions européennes.

Lors de son briefing de la délégation, M. Jan Bayart, ministre – conseiller à l'Ambassade de Belgique, a souligné que les deux thèmes de la réunion inquiétaient non seulement l'Assemblée nationale, mais aussi le gouvernement français. En ce qui concerne le premier thème, la France tient principalement à éviter l'apparition d'un lien hiérarchique entre le Parquet européen et les procureurs français, ceci expliquant l'accent mis tant sur une structure collégiale que sur le partage de compétences. En ce qui concerne le second thème, la protection des données à caractère personnel, la France souhaite une réglementation ferme. En premier lieu, celle-ci doit accorder au citoyen un niveau de protection égal à celui offert par la législation nationale en vigueur. Il existe, en effet, une tension entre le citoyen, qui compte sur la protection efficace de l'État, et l'Union européenne, considérée comme trop libérale. Sous cet angle, la proposition de la Commission européenne est dès lors considérée comme trop favorable aux entreprises. Ensuite, la législation européenne devra pouvoir faire face aux acteurs de la gestion de données opérant à l'échelle mondiale. Aussi la France – craignant notamment une éventuelle réaction de son opinion publique – exige-t-elle que les plaintes soient déposées auprès d'un collège dont l'autorité de contrôle française fait partie.

Le parquet européen

Exposés introductifs

Mme Danielle Auroi, présidente de la commission des Affaires européennes, a rappelé que cela fait dix ans que l'Assemblée défend l'idée d'un PE, mais que la proposition de la Commission européenne a malgré tout reçu un « carton jaune » de la part des parlements nationaux.

¹ COM(2013)0534 du 17 juillet 2013.

² COM(2012)0010 et 0011 du 25 janvier 2012.

M. Jean Jacques Urvoas, président de la commission des lois, a ajouté que l'Assemblée soutient la proposition de la Commission européenne, parce qu'un PE mettra fin au morcellement actuel. Concrètement, l'Assemblée souhaite (1) que le PE soit également compétent, dès le départ, pour la criminalité grave ayant une dimension transfrontalière³, (2) que les compétences soient partagées avec les autorités judiciaires des États membres de l'UE, (3) qu'il ait une structure collégiale et (4) que les actes d'instruction et de poursuite du PE soient soumis à un contrôle suffisant de la part des États membres, avec une possibilité de recours.

Mme Marietta Karamanli, rapporteure de la commission des Affaires européennes, a demandé aux parlements nationaux d'être plus actifs dans le contexte de l'UE. Dans ce cadre, elle a rappelé la réaction de la Commission européenne au « carton jaune », qui a consisté à confirmer le texte initial de la proposition sans le modifier ni tenir compte des observations des parlements nationaux⁴. Elle a également renvoyé au nouveau projet de texte présenté par la présidence grecque lors du Conseil JAI des 5-6 juin 2014 qui, lui, tient bel et bien compte des aspirations des parlements nationaux⁵. L'intervenante a dès lors souhaité un débat ouvert avec la Commission européenne.

M. Jean-Pierre Sueur, président de la commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale du Sénat français, a enfin déclaré que le « carton jaune » s'est avéré être une bonne chose, étant donné qu'il a mis en évidence le pouvoir des parlements nationaux.

M. Claude Moraes, président de la commission LIBE du Parlement européen, a indiqué, dans un message vidéo, que sa commission entendait construire un dialogue structuré avec les parlements nationaux à propos de leurs avis motivés. Concernant la matière à l'examen, il a rappelé le lien entre, d'une part, la directive qui doit encore être adoptée relative aux infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union⁶ et le Parquet européen et, d'autre part, la résolution du Parlement européen portant création du Parquet européen⁷, qui arrondit les angles du texte initial.

Débat

Il est ressorti du débat qui a suivi que la plupart des États membres adhéraient au principe du Parquet européen mais qu'ils avaient des objections à l'encontre de certains points spécifiques de la proposition de la Commission européenne. Exemples concrets : (1) le Parquet européen doit être constitué sous la forme d'un collège (Hongrie, Grèce, Croatie, France et Lituanie), (2) le Parquet européen doit être choisi par le Parlement européen (Allemagne), (3) les compétences du Parquet européen doivent être définies clairement (Allemagne, Luxembourg et Lituanie) et (4) le professionnalisme du Parquet européen doit permettre d'éviter que les droits fondamentaux soient menacés (Allemagne, Croatie et France). Dès lors que les parlements nationaux doivent pouvoir jouer leur rôle dans le débat européen, il a été plaidé – par Mme Marghem (Belgique – Chambre) – pour que les parlements nationaux adressent ensemble un message fort à la Commission européenne. Seuls les représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni estiment que le Parquet européen est superflu.

³ TFUE, art. 86.4.

⁴ COM(2013)0581 du 10 octobre 2012

⁵ 9834/1/14 REV 1 du 21 mai 2014

⁶ COM(2012)0363 du 11 juillet 2012

⁷ P7_TA(2014)0234 du 12 mars 2014

Plusieurs intervenants présents (Pays-Bas, Royaume-Uni et Hongrie) ont rappelé que leurs assemblées respectives (parlement ou chambre) n'étaient absolument pas satisfaites de la réaction de la Commission européenne à la « carton jaune ».

Déclaration commune

Mme Auroi a soumis une proposition de déclaration commune à l'assemblée.

À l'issue d'un échange de vues sur la proposition à l'examen et après l'amendement de celle-ci, plusieurs représentants ont adopté une déclaration commune⁸ dont le texte est joint en annexe 1.

La protection des données à caractère personnel

Exposés introductifs

Mme Auroi indique qu'au fond, pour l'Assemblée nationale, il n'importe guère que les textes finaux⁹ revêtent finalement la forme d'une directive ou d'un règlement. La vigilance s'impose en revanche en ce qui concerne une délégation excessive de compétences à la Commission européenne. Il s'indique par ailleurs que les deux propositions soient adoptées simultanément et qu'elles soient techniquement neutres, de façon à ne pas devoir être adaptées pour un rien. L'intervenante attire enfin l'attention sur la nature sensible de la matière. Il s'est en effet avéré que 80% des utilisateurs d'internet français vérifient l'exactitude des données diffusées à leur sujet.

Mme Karamanli rappelle les sérieuses objections formulées par l'Assemblée nationale à l'égard – notamment – du principe du « guichet unique »¹⁰. Par ailleurs, il y a urgence si l'on tient à éviter que d'autres acteurs, comme les États-Unis, devancent l'Union européenne et puissent ainsi imposer leur volonté. Enfin, elle est convaincue qu'une réglementation européenne clouerait le bec aux eurosceptiques parce qu'elle redonnerait du poids à l'Europe.

MM. Urvoas et Sueur redoutent principalement le « dumping juridique » du fait du principe du "guichet unique" estimant dès lors nécessaire que le citoyen puisse saisir les autorités judiciaires de son propre pays.

Dans un deuxième message vidéo, *M. Moraes* insiste également sur la rapidité. Gardant encore à l'esprit les récents scandales, il est en effet inadmissible que les entreprises et des autorités puissent suivre chaque mouvement du citoyen, alors que celui-ci ignore qui dispose de ses données et ce qu'il en fait. *M. Moraes* insiste, lui aussi, sur le traitement et l'adoption simultanés des deux textes. Enfin, *M. Moraes* annonce qu'en égard à l'importance du rôle joué par les parlements nationaux dans le contrôle des services de renseignement et de la collecte de données, le Parlement européen envisage d'organiser une conférence à ce sujet en 2015.

Débat

⁸ Les représentants ont signé cette déclaration à titre personnel.

⁹ I.e. la proposition de règlement général relatif à la protection des données [COM(2012)0011] et la proposition de directive relative au traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes [COM(2012)0010].

¹⁰ Lorsqu'une entreprise est établie dans plusieurs États membres, c'est l'autorité nationale de l'État membre dans lequel se situe le principal établissement qui traite les plaintes éventuelles.

Mme Marghem (Belgique – Chambre) a souligné que la nouvelle législation de l'UE doit offrir une protection au moins équivalente à celle offerte par l'actuelle législation nationale¹¹, et se baser sur des valeurs communes tant à l'égard des entreprises que des citoyens.

Un représentant allemand a fait remarquer que ces mesures auraient dû être prises depuis longtemps. Les entreprises concernées ont en effet déjà pris elles-mêmes certaines mesures et on peut craindre que le législateur ne soit ainsi pris de vitesse.

La présidence italienne a fait savoir que cette matière était prioritaire pour elle et qu'elle avait bon espoir de pouvoir enregistrer des avancées importantes d'ici la fin de l'année.

Déclaration commune

Mme Auroi a présenté une proposition de déclaration commune aux personnes présentes.

Après avoir procédé à un échange de vues à ce sujet et avoir amendé le projet de texte, plusieurs représentants présents ont adopté une déclaration commune¹². Ce document est joint en annexe 2.

¹¹ En l'occurrence, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

¹² Cette déclaration a été signée à titre personnel par les représentants.



Europese Analysecel

ASSEMBLÉE NATIONALE - PARIJS
INTERPARLEMENTAIRE ONTMOETING OVER HET EUROPEES OPENBAAR
MINISTERIE EN DE BESCHERMING VAN DE PERSOONSGEGEVENS
17 SEPTEMBER 2014
VERSLAG

De interparlementaire ontmoeting had plaats in de lokalen Franse *Assemblée nationale* op uitnodiging van de *commission des Affaires européennes*.

Door leden van 21 kamers van 17 nationale parlementen werd gedebatteerd over de door de Europese Commissie voorgestelde regelingen betreffende, enerzijds, het Europees Openbaar Ministerie¹ (hierna: EOM) en, anderzijds, de bescherming van de persoonsgegevens².

Voor de Kamer namen aan de ontmoeting deel: mevrouw Marie-Christine Marghem, voorzitter van de commissie voor de Justitie, en de heer Veli Yüksel, lid van het Adviescomité belast met de Europese Aangelegenheden.

Tijdens zijn briefing van de delegatie benadrukte de heer Jan Bayart, ministerraad bij de Belgische ambassade, dat de 2 onderwerpen van de ontmoeting niet alleen de Franse *Assemblée* maar ook de Franse regering beroeren. Wat het eerste onderwerp betreft, wil Frankrijk vooral voorkomen dat er een hiërarchische band zou ontstaan tussen het EOM en de Franse procureurs. Vandaar de nadruk op zowel een collegiale structuur als op gedeelde bevoegdheden. Inzake het tweede onderwerp, de bescherming van de persoonsgegevens, wenst Frankrijk een krachtige regeling. Deze dient in de eerste plaats de burger een zelfde niveau van bescherming te bieden als de huidige, nationale wetgeving. Er bestaat immers een spanning tussen de burger, die erop rekent dat de Staat hem afdoende beschermt, en de Europese Unie die als te liberaal wordt aangezien. Het voorstel van de Europese Commissie wordt in dit licht dan ook als te ondernemingsvriendelijk beschouwd. Ten tweede zal de Europese wetgeving moeten kunnen optornen tegen de mondiale data-actoren. Vandaar dat Frankrijk – mede uit vrees voor een mogelijke reactie van haar publieke opinie - eist dat klachten aan een college worden voorgelegd waarvan de Franse toezichthouder deel uitmaakt.

Het Europees Openbaar Ministerie

Inleidende uiteenzettingen

Mevrouw Danielle Auroi, voorzitter van de commission des affaires européennes, herinnerde eraan dat de *Assemblée* reeds 10 jaar achter de idee van een EOM staat maar dat het voorstel van de Europese Commissie desondanks tegen een “gele kaart” van de nationale parlementen is opgelopen.

¹ COM(2013)0534 van 17 juli 2013

² COM(2012)0010 en 0011 van 25 januari 2012

De heer Jean Jacques Urvoas, voorzitter van de commission des lois, voegde daaraan toe dat de Assemblée het voorstel van de Europese Commissie steunt omdat een EOM paal en perk zal stellen aan de huidige versnippering. In concreto wenst de Assemblée dat (1) het EOM van meet af aan ook bevoegd zou zijn voor de ernstige criminaliteit met een grensoverschrijdende dimensie³, (2) dat de bevoegdheden gedeeld zouden worden met de gerechtelijke overheden van de EU-lidstaten, dat (3) het de structuur van een college zou krijgen en dat (4) de onderzoeks- en vervolgingsdaden van het EOM onderworpen zouden zijn aan een afdoende toezicht door de lidstaten met mogelijkheid tot beroep.

Mevrouw Marietta Karamanli, rapporteur voor de commission des Affaires européennes, riep de nationale parlementen op om actiever op te treden in de EU-context. In dit kader herinnerde zij aan de reactie van de Europese Commissie op de “gele kaart” die erin bestond de initiële tekst van het voorstel ongewijzigd te bevestigen zonder rekening te houden met de opmerkingen van de nationale parlementen⁴. Zij verwees eveneens naar de nieuwe ontwerp tekst die het Griekse voorzitterschap tijdens de JBZ-Raad van 5-6 juni 2014 voorlegde en die wel rekening houdt met de verzuchtingen van de nationale parlementen⁵. Spreekster riep dan ook op tot een openbaar debat met de Europese Commissie.

De heer Jean-Pierre Sueur, voorzitter van de commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale van de Franse Sénat, stelde ten slotte dat de “gele kaart” een goede zaak gebleken is aangezien deze de kracht van de nationale parlementen in de verf heeft gezet.

De heer Claude Moraes, voorzitter van de LIBE-commissie van het Europees Parlement, stelde in een videoboodschap dat zijn commissie een structurele dialoog met de nationale parlementen wil opbouwen over hun gemotiveerde adviezen. Met betrekking tot de voorliggende materie herinnerde hij aan het verband tussen de nog te nemen richtlijn betreffende de strafbare feiten die de financiële belangen van de Unie schaden⁶ en het EOM, enerzijds, en de resolutie van het Europees Parlement over het EOM⁷ waarin de scherpe randjes van de initiële tekst werden afgezwakt, anderzijds.

Debat

Uit het daarop volgend debat bleek dat de meeste lidstaten het principe van een EOM onderschrijven maar dat zij bezwaren hebben tegen specifieke punten uit het voorstel van de Europese Commissie. Enkele concrete voorbeelden: (1) het EOM moet de vorm van een college krijgen (Hongarije, Griekenland, Kroatië, Frankrijk en Litouwen), (2) het EOM moet door het Europees Parlement gekozen worden (Duitsland), (3) de bevoegdheden van het EOM moeten duidelijk omschreven worden (Duitsland, Luxemburg en Litouwen) en (4) het professionalisme van het EOM moet voorkomen dat de grondrechten in het gedrang zouden komen (Duitsland, Kroatië en Frankrijk). Omdat de nationale parlementen hun rol moeten kunnen spelen in het Europees debat werd – met name door mevrouw Marghem (België - Kamer) - gepleit voor een krachtig en gemeenschappelijk signaal vanwege de nationale parlementen naar de Commissie. Alleen vertegenwoordigers uit Nederland en het Verenigd Koninkrijk achtten een EOM overbodig.

³ VWEU, art. 86.4.

⁴ COM(2013)0581 van 10 oktober 2012

⁵ 9834/1/14 REV 1 van 21 mei 2014

⁶ COM(2012)0363 van 11 juli 2012

⁷ P7_TA(2014)0234 van 12 maart 2014

Een aantal aanwezigen (Nederland, Verenigd Koninkrijk en Hongarije) herinnerde eraan dat hun parlement/kamer allerm minst opgezet was met de reactie van de Europese Commissie op de “gele kaart”.

Gemeenschappelijke verklaring

Mevrouw Auroi legde een voorstel van gemeenschappelijke verklaring voor aan de vergadering.

Na een gedachtewisseling over en na amendering van dit voorstel, werd door een aantal aanwezige vertegenwoordigers een gemeenschappelijke verklaring aangenomen⁸ waarvan de tekst als bijlage 1 gevoegd is.

De bescherming van de persoonsgegevens

Inleidende uiteenzettingen

Mevrouw Auroi stelde dat het voor de *Assemblée* eigenlijk niet zoveel uitmaakt of de eindteksten⁹ uiteindelijk de vorm van een richtlijn of van een verordening krijgen. Wel is waakzaamheid geboden voor een al te uitgebreide bevoegdheidsdelegatie aan de Europese Commissie. Verder is het aangewezen dat de beide voorstellen tegelijkertijd worden aangenomen en dat zij technisch neutraal zijn zodat zij niet om de haverklap aangepast dienen te worden. Ten slotte wees spreekster op de gevoeligheid van de materie. Zo is gebleken dat 80% van de Franse internetgebruikers nagaat of de gegevens die over hen verspreid worden, wel juist zijn.

Mevrouw Karamanli herinnerde aan de ernstige bezwaren van de *Assemblée* ten aanzien van – met name – het “één-loket-principe”¹⁰. Daarnaast is dringendheid geboden indien men wil voorkomen dat andere actoren, zoals de Verenigde Staten, de EU voor zouden zijn en zo hun wil zouden kunnen opleggen. Ten slotte was zij ervan overtuigd dat een Europese regeling de eurosceptici de mond zou snoeren omdat zij Europa opnieuw gewicht zou geven.

De heren Urvoas en Sueur waren vooral beducht voor “juridische dumping” ingevolge het “één-loket-principe” en vonden het daarom noodzakelijk dat de burger zich tot de gerechtelijke overheden van zijn eigen land zou kunnen wenden.

De heer Moraes drong in een tweede videoboodschap eveneens aan op snelheid. Met de recente schandalen nog vers in het geheugen is het immers ontoelaatbaar dat ondernemers en overheden elke stap van de burger kunnen volgen, terwijl deze onwetend is over wie over zijn gegevens beschikt en wat deze daarmee aanvangt. Ook de heer Moraes drong erop aan dat de beide teksten tegelijk zou worden behandeld en aangenomen. Ten slotte kondigde de heer Moraes aan dat – gezien de belangrijke rol van de nationale parlementen bij het toezicht op de inlichtingendiensten en de inzameling van gegevens – het Europees Parlement zich voorneemt om in 2015 een conferentie daarover te organiseren.

⁸ Deze verklaring werd door de vertegenwoordigers te persoonlijke titel ondertekend

⁹ I.c. het voorstel voor de algemene verordening gegevensbescherming [COM(2012)0011] en het voorstel van richtlijn voor de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten [COM(2012)0010]

¹⁰ Wanneer een onderneming in verschillende lidstaten gevestigd is, behandelt de nationale autoriteit van de lidstaat van de belangrijkste vestiging de eventuele klachten

Debat

Mevrouw Marghem (België – Kamer) benadrukte dat de nieuwe EU-wetgeving een minstens evenwaardige bescherming dient te bieden als deze die door de huidige nationale wetgeving¹¹ geboden wordt en dat daarbij ten aanzien van zowel de ondernemingen als de burgers gemeenschappelijke waarden gehanteerd dienen te worden.

Uit Duitsland kwam de opmerking dat de maatregelen reeds lang genomen hadden moeten worden. De betrokken ondernemingen hebben immers zelf reeds maatregelen genomen en de vrees bestaat dat de wetgever zodoende in snelheid genomen zal worden.

Het Italiaans voorzitterschap liet weten dat deze materie hoog aan zijn agenda staat en dat het goede hoop heeft om tegen het einde van het jaar belangrijke vooruitgang te boeken.

Gemeenschappelijke stellingname

Mevrouw Auroi legde een voorstel van gemeenschappelijke stellingname voor aan de aanwezigen.

Na hierover van gedachten te hebben gewisseld en na de ontwerptekst te hebben geamendeerd, werd door een aantal aanwezige vertegenwoordigers een gemeenschappelijke stellingname aangenomen¹². Dit document wordt als bijlage 2 gevoegd.

Bijlagen

¹¹ I.c. de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

¹² Deze stellingname werd door de vertegenwoordigers te persoonlijke titel ondertekend

Paris, le 17 septembre 2014

Réunion interparlementaire sur le Parquet européen

**Assemblée nationale
17 septembre 2014**

Déclaration commune

relative à la proposition de règlement du Conseil portant création du parquet européen (COM[2013] 534 final), signée à titre personnel par des parlementaires issus de parlements nationaux de l'Union européenne.

Les représentants de trois parlements nationaux (seconde Chambre des Pays-Bas, Chambre des Communes du Royaume-Uni et Riksdag suédois), présents à cette rencontre, n'ont pas souhaité s'associer à cette proposition.

Les parlementaires représentants de 16 parlements nationaux de l'Union se sont réunis le 17 septembre 2014 à l'Assemblée nationale pour examiner cette proposition de règlement.

L'institution d'un Parquet européen pour renforcer la lutte contre la délinquance financière au détriment de l'Union européenne, qui est rendue possible par l'article 86 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, doit être soutenue et doit pleinement tenir compte des positions et des principes fondamentaux défendus par les parlements nationaux.

La proposition de règlement du Conseil portant création du parquet européen (COM[2013] 534 final) a été largement débattue au sein des parlements nationaux et a fait l'objet d'une procédure dite de « carton jaune » au titre de la subsidiarité, 14 chambres nationales ayant jugé la proposition de règlement contraire au principe de subsidiarité.

Les signataires de la présente déclaration commune estiment que le Parquet européen devrait être institué sous une forme collégiale, composée de membres nationaux issus de leurs systèmes judiciaires respectifs. Le Parquet européen devrait disposer, non pas d'une compétence exclusive, mais d'une compétence partagée avec les autorités judiciaires des États membres, assortie d'un droit général d'évocation. Plusieurs dispositions clés de la proposition

de règlement, telles que le contrôle juridictionnel des actes d'enquête et de poursuite du Parquet européen, l'admissibilité des preuves et les règles de prescription sont lacunaires et doivent faire l'objet d'un travail plus approfondi.

Il convient de souligner que les travaux menés à ce propos au Conseil de l'Union européenne sous la présidence grecque vont dans la bonne direction et qu'il est souhaitable que les travaux soient poursuivis sous présidence italienne. Les négociations en cours devraient veiller à assurer l'indépendance, l'efficacité et la valeur ajoutée du Parquet européen.

SIGNATAIRES :

- Luminița-Pachel ADAM, Chambre des députés de la République de Roumanie,
- Vilija ALEKNAITĖ ABRAMIKIENĖ, Seimas de la République de Lituanie,
- Marc ANGEL, Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg,
- Danielle AUROI, Assemblée nationale de la République française,
- Vannino CHITI, Sénat de la République d'Italie,
- Johannes FECHNER, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Christian FÜLLER, Conseil fédéral de la République autrichienne
- Marietta KARAMANLI, Assemblée nationale de la République française,
- Josip KREGAR, Diète croate,
- Renate KÜNST, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Jérôme LAMBERT, Assemblée nationale de la République française,
- Charles de LA VERPILLIÈRE, Assemblée nationale de la République française,
- Pierre LEQUILLER, Assemblée nationale de la République française,
- Viviane LOSCHETTER, Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg,
- Marie-Christine MARGHEM, Chambre des députés du Royaume de Belgique,
- Bogdan NICULESCU DUVĂZ, Chambre des députés de la République de Roumanie,
- Joaquim PUEYO, Assemblée nationale de la République française,
- Patrick SENSBURG, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Michaela STEINACKER, Conseil national de la République d'Autriche,
- Jean-Pierre SUEUR, Sénat de la République française,
- Volker ULLRICH, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Jean-Jacques URVOAS, Assemblée nationale de la République française,
- Kyriakos VIRVIDAKIS, Parlement grec,
- Veli YÜKSEL, Chambre des députés du Royaume de Belgique.

Paris, September 17th, 2014

Interparliamentary meeting on the EPPO

**Assemblée nationale,
September 17th 2014**

Common declaration on the

proposal for a Council regulation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office (COM[2013] 534), signed in their own name by members of national parliaments of the European Union.

The representatives of three national parliaments (the House of Representatives of the Netherlands, the House of Commons of the United Kingdom and the Swedish Riksdag, attending the meeting) didn't wish to sign this common position.

Members of Parliament from 16 national parliaments' chambers of the European Union met on September 17th, 2014 at the National Assembly to review this proposal for a Council regulation.

The establishment of a European Public Prosecutor's Office, to reinforce the fight against financial crime affecting the European Union's financial interests, which is made possible by Article 86 of the Treaty on the Functioning of the European Union, should be supported and should fully take into account the positions and fundamental principles supported by the national parliaments.

The proposal for a Council regulation on the establishment of the European Public Prosecutor's Office (COM[2013] 534) was largely debated within the national parliaments and was the subject of a "yellow card" procedure in respect of the subsidiarity procedure, 14 chambers having judged that the proposal doesn't comply with the principle of subsidiarity.

The signatories of this common position consider that the European Public Prosecutor's Office (EPPO) should be established under a collegial structure, composed of national members drawn from their respective judicial systems. The EPPO shouldn't have exclusive competence, but shared competence with the judicial authorities of the Member States, combined with a general right of evocation. Several key provisions of the proposal for a regulation, such as the judicial review of EPPO's investigation and prosecution's acts, the admissibility of evidence and the rules on prescription periods are lacunar and must be subject to a more thorough work.

It should be emphasized that the work of the Council of the European Union under the Greek Presidency is heading in the right direction and that it is desirable that the work continue under the Italian Presidency. Ongoing negotiations should have to ensure the independence, the efficiency and the added-value of the EPPO.

NAME OF THE SIGNATORIES:

- Luminița-Pachel ADAM, Chamber of Deputies of Romania,
- Vilija ALEKNAITĖ ABRAMIKIENĖ, Seimas of the Republic of Lithuania,
- Marc ANGEL, Chamber of Deputies of the Grand-Duchy of Luxembourg,
- Danielle AUROI, National Assembly of the French Republic,
- Vannino CHITI, Senate of the Italian Republic,
- Johannes FECHNER, Bundestag of the German Federal Republic,
- Christian FÜLLER, Federal Council of the Austrian Republic
- Marietta KARAMANLI, National Assembly of the French Republic,
- Josip KREGAR, Croatian Parliament,
- Renate KÜNST, Bundestag of the German Federal Republic,
- Jérôme LAMBERT, National Assembly of the French Republic,
- Charles de LA VERPILLIÈRE, National Assembly of the French Republic,
- Pierre LEQUILLER, National Assembly of the French Republic,
- Viviane LOSCHETTER, Chamber of Deputies of the Grand-Duchy of Luxembourg,
- Marie-Christine MARGHEM, Chamber of Deputies of the Kingdom of Belgium,
- Bogdan NICULESCU DUVĂZ, Chamber of Deputies of Romania,
- Joaquim PUEYO, National Assembly of the French Republic,
- Patrick SENSBURG, Bundestag of the German Federal Republic,
- Michaela STEINACKER, National Council of the Austrian Republic,
- Jean-Pierre SUEUR, Senate of the French Republic,
- Volker ULLRICH, Bundestag of the German Federal Republic,
- Jean-Jacques URVOAS, National Assembly of the French Republic,
- Kyriakos VIRVIDAKIS, Greek Parliament,
- Veli YÜKSEL, Chamber of Deputies of the Kingdom of Belgium.,

Paris, le 17 septembre 2014

**Réunion interparlementaire sur les données
personnelles**

**Assemblée nationale
17 septembre 2014**

Position commune

relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données (COM[2012] 10 final)

et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (COM[2012] 11 final)

signée à titre personnel par des parlementaires issus de parlements nationaux de l'Union européenne.

Les parlementaires représentant 16 parlements nationaux de l'Union européenne se sont réunis le 17 septembre 2014 à l'Assemblée nationale pour examiner le paquet législatif relatif à la protection des données personnelles.

Les parlementaires estiment que ce paquet législatif répond à une préoccupation croissante des citoyens européens, et doit être soutenu.

Ils considèrent également qu'il convient de se féliciter du nouvel élan donné aux négociations depuis octobre 2013, notamment quant aux avancées importantes intervenues sur l'encadrement des transferts internationaux de données et sur le mécanisme du guichet unique qui doit garantir un véritable droit au recours pour les citoyens européens ainsi qu'une application uniforme des règles.

Le nouveau cadre européen ne doit en aucun cas se traduire par une régression par rapport aux protections existantes dans les différents États membres.

Ils soulignent qu'il est plus que jamais nécessaire d'aboutir à l'adoption d'ici 2015 d'un cadre général permettant de garantir le respect du droit fondamental à la protection des données et d'imposer de manière effective les valeurs européennes en matière de protection et de sécurité des données personnelles.

SIGNATAIRES :

- Luminița-Pachel ADAM, Chambre des députés de la République de Roumanie,
- Vilija ALEKNAITĖ ABRAMIKIENĖ, Seimas de la République de Lituanie,
- Danielle AUROI, Assemblée nationale de la République française,
- Tibor BANA, Assemblée nationale de Hongrie
- Alan BEITH, Chambre des communes du Royaume-Uni,
- Vannino CHITI, Sénat de la République d'Italie,
- Yves DANIEL, Assemblée nationale de la République française,
- Jan FARSKÝ, Chambre des députés de la République tchèque,
- Anne-Wil DUTHLER, première Chambre des États généraux des Pays-Bas,
- Johannes FECHNER, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Christian FÜLLER, Conseil fédéral de la République autrichienne
- Cecília HONORIO, Assemblée de la République du Portugal,
- Marietta KARAMANLI, Assemblée nationale de la République française,
- Josip KREGAR, Diète croate,
- Renate KÜNST, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Jérôme LAMBERT, Assemblée nationale de la République française,
- Charles de LA VERPILLIERE, Assemblée nationale de la République française,
- Pierre LEQUILLER, Assemblée nationale de la République française,
- João LOBO, Assemblée de la République du Portugal,
- Viviane LOSCHETTER, Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg,
- Marie-Christine MARGHEM, Chambre des députés du Royaume de Belgique,
- Bogdan NICULESCU DUVĂZ, Chambre des députés de la République de Roumanie,
- Joaquim PUEYO, Assemblée nationale de la République française,
- Patrick SENSBURG, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Michaela STEINACKER, Conseil national de la République d'Autriche,
- Jean-Pierre SUEUR, Sénat de la République française,
- Volker ULLRICH, Bundestag de la République fédérale d'Allemagne,
- Jean-Jacques URVOAS, Assemblée nationale de la République française,
- Kyriakos VIRVIDAKIS, Parlement grec,
- Veli YÜKSEL, Chambre des députés du Royaume de Belgique.

Paris, September 17th, 2014

Interparliamentary meeting on personal data

**Assemblée nationale,
September 17th, 2014**

Common position on the

proposal for a directive of the European Parliament and of the Council on the protection of individuals with regard to the processing of personal data by competent authorities for the purposes of prevention, investigation, detection or prosecution of criminal offences or the execution of criminal penalties, and the free movement of such data (COM[2012] 10)

and the proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (COM[2012] 11)

signed in their own name by members of national parliaments of the European Union.

MPs from 16 national parliaments' chambers of the European Union met on September 17th, 2014 at the National Assembly to review the legislative package on the protection of personal data.

MPs believe that this legislative package addresses an increasing concern for European citizens, and should be supported.

They also consider that the new impetus given to negotiations since October 2013 should be welcomed, in particular regarding the important advances made on the management of the international data's transfers and the one-stop-shop mechanism which has to guarantee the European citizens' right of appeal as well as a uniform application of regulations.

The new European framework should under no circumstance lead to a regression in relation to the existing protections in various Member States.

They emphasize the fact that it is more necessary than ever to culminate in the adoption by 2015 of a general framework to ensure the respect of the fundamental right to data protection and to effectively impose European values regarding protection and security of personal data.

NAME OF THE SIGNATORIES:

- Luminița-Pachel ADAM, Chamber of Deputies of Romania,
- Vilija ALEKNAITĖ ABRAMIKIENĖ, Seimas of the Republic of Lithuania,
- Danielle AUROI, National Assembly of the French Republic,
- Tibor BANA, National Assembly of Hungary,
- Alan BEITH, House of Commons of the United Kingdom
- Vannino CHITI, Senate of the Italian Republic,
- Yves DANIEL, National Assembly of the French Republic
- Anne-Wil DUTHLER, Senate of the States General of the Netherlands,
- Jan FARSKÝ, Chamber of Deputies of the Parliament of the Czech Republic,
- Johannes FECHNER, Bundestag of the German Federal Republic,
- Christian FÜLLER, Federal Council of the Austrian Republic
- Cecília HONÓRIO, Assembly of the Republic of Portugal,
- Marietta KARAMANLI, National Assembly of the French Republic,
- Josip KREGAR, Croatian Parliament,
- Renate KÜNST, Bundestag of the German Federal Republic,
- Jérôme LAMBERT, National Assembly of the French Republic,
- Charles de LA VERPILLIÈRE, National Assembly of the French Republic,
- Pierre LEQUILLER, National Assembly of the French Republic,
- João LOBO, Assembly of the Republic of Portugal,
- Viviane LOSCHETTER, Chamber of Deputies of the Grand-Duchy of Luxembourg,
- Marie-Christine MARGHEM, Chamber of Deputies of the Kingdom of Belgium,
- Bogdan NICULESCU DUVĂZ, Chamber of Deputies of Romania,
- Joaquim PUEYO, National Assembly of the French Republic,
- Patrick SENSBURG, Bundestag of the German Federal Republic,
- Michaela STEINACKER, National Council of the Austrian Republic,
- Jean-Pierre SUEUR, Senate of the French Republic,
- Volker ULLRICH, Bundestag of the German Federal Republic,
- Jean-Jacques URVOAS, National Assembly of the French Republic,
- Kyriakos VIRVIDAKIS, Greek Parliament,
- Veli YÜKSEL, Chamber of Deputies of the Kingdom of Belgium.,